

Le fonctionnement des marchés ne permet pas à tous les individus de vivre décemment. L'intervention de l'État a progressivement permis la prise en charge des risques sociaux et, dans une certaine mesure, la réduction des inégalités.

1) Quel est le rôle de la politique sociale ?

Les politiques sociales visent essentiellement à réduire la pauvreté et les inégalités et à protéger les individus face aux risques sociaux.

La redistribution fait partie des moyens principaux pour mettre en œuvre une politique sociale car elle assure la mission de répartition des ressources allouée à l'État. La redistribution peut se définir comme l'ensemble des transferts monétaires ou en nature effectués par les pouvoirs publics entre les ménages.

A) Les inégalités socio-économiques et les risques sociaux

a) La réduction de la pauvreté et des inégalités socio-économiques

■ Des inégalités multiformes :

Les inégalités sont diverses.

– les **inégalités économiques** correspondent aux différences de revenus et/ou de patrimoine entre les individus. Le revenu primaire des ménages, issu de leur travail et/ou de leur patrimoine, fait en effet apparaître d'importantes inégalités. Ces disparités se mesurent grâce au rapport interdécile.

– les **inégalités sociales** sont difficilement mesurables. Les individus ne bénéficient pas des mêmes chances en raison de leur position dans l'échelle sociale : inégalités des chances, inégalités culturelles, inégalités devant les risques sociaux : maladie, vieillesse, chômage...

■ Les inégalités se cumulent :

Les **inégalités économiques et sociales ont tendance à se cumuler**, c'est-à-dire qu'elles sont sources d'autres inégalités. Les inégalités économiques se cumulent car les inégalités de revenus provoquent des inégalités de patrimoine qui accroissent ces inégalités de revenus. Ces dernières entraînent des inégalités d'accès au crédit et au logement et donc à des emplois stables, d'où de nouvelles inégalités de revenus et de patrimoine. De plus, les inégalités économiques s'accompagnent d'inégalités sociales et d'inégalités culturelles. Par ailleurs, les inégalités d'éducation et de santé augmentent les inégalités face à l'emploi et donc les inégalités de revenu.

De plus, **les inégalités s'auto-entretiennent** car les inégalités de revenus entraînent des inégalités de patrimoine, qui génèrent des inégalités de revenus. Les inégalités économiques entraînent des inégalités sociales qui entraînent des inégalités économiques.

b) La protection des individus contre les risques sociaux

Les risques sociaux correspondent à des événements (heureux ou malheureux) qui compromettent la capacité des individus à assurer eux-mêmes leur indépendance sociale : la maladie, la vieillesse, l'accident du travail, maternité sont autant d'exemples de risques sociaux.

Ces diverses situations de la vie nécessitent donc une prise en charge collective des risques subis afin de permettre aux individus de conserver des moyens de subsistance et de ne pas tomber dans la pauvreté.

B) La fonction redistributive de l'Etat

■ La **redistribution verticale** vise à **limiter les inégalités de revenus et à promouvoir la justice sociale**, grâce à des transferts monétaires ou en nature vers les ménages méritants financés par des prélèvements obligatoires (impôts, taxes, cotisations sociales) ;

■ La **redistribution horizontale** vise à **couvrir les risques sociaux**, quel que soit le niveau de revenu grâce à la protection sociale financée par les cotisations salariales.



2) Quels sont les instruments de la politique sociale ?

A) La protection sociale

■ La **protection sociale désigne tous les mécanismes de prévoyance collective**, permettant aux individus de faire face aux conséquences financières des risques sociaux.

■ La **protection sociale repose sur plusieurs types de mécanismes** :

– **des prestations sociales** : versées directement aux ménages, elles peuvent être en espèces (pensions de retraite) ou en nature (remboursements de soins de santé)

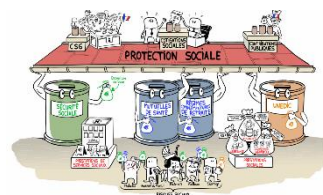
– **l'offre de services sociaux** : ce sont des prestations de services sociaux qui désignent l'accès à des services, fournis à prix réduit ou gratuitement (crèches, hôpitaux).

■ **Les prestations sociales peuvent répondre à trois logiques** :

– **une logique d'assurance sociale**, dont l'objectif est de prémunir contre un risque de perte de revenus (chômage, maladie, vieillesse, accident du travail). Les prestations sociales sont financées par des cotisations assises sur les salaires (comme dans une assurance privée), et sont donc réservées à ceux qui cotisent ;

– **une logique d'assistance**, qui a pour objectif d'instaurer une solidarité entre les individus pour lutter contre les formes de pauvreté. La prestation assure alors un revenu minimum, qui ne couvre pas forcément un risque spécifique. Il est versé sous condition de ressources, mais non de cotisations préalables (revenu de solidarité active – RSA, allocation adulte handicapé – AAH) ;

– **une logique de protection universelle**, qui a pour but de couvrir certaines catégories de dépenses pour tous les individus. Les prestations sont donc accordées sans conditions de cotisations ni de ressources, mais sont les mêmes pour tous (prestations familiales).



B) La fiscalité

Le financement de la protection sociale s'effectue par différents moyens : cotisations, CSG (contribution sociale généralisée), taxes et Impôts, autres produits, transferts, produits financiers.

On note que la protection sociale est majoritairement financée par les cotisations sociales et la CSG.

Plus globalement, on distingue deux modes de financement :

– **les cotisations sociales** : cotisations salariales et patronales (cotisations de Sécurité sociale, cotisations de retraite complémentaire, contributions d'assurance chômage) ;

– **les cotisations patronales** (cotisations d'allocations familiales, CSA, cotisations d'accidents du travail, versement transport, forfait social, FNAL, cotisation AGF).

– **les prélèvements fiscaux** : CSG et CRDS (contribution au remboursement de la dette sociale).

Les cotisations sociales, salariales et patronales constituent le principal mode de financement de la protection sociale. La politique sociale est aussi financée par l'impôt ou les taxes.

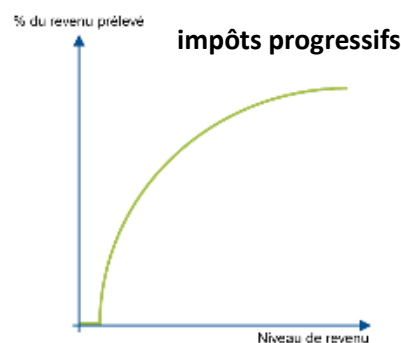
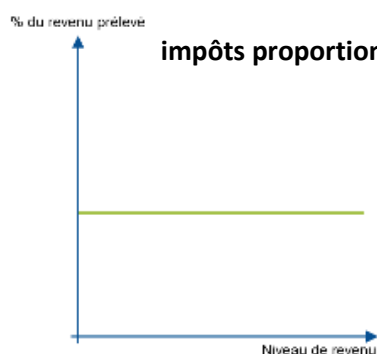
Une partie de la redistribution verticale des ressources peut s'effectuer par la mise en œuvre de prélèvements obligatoires progressifs.

On distingue ainsi deux types d'impôts :

– **les impôts proportionnels** dont le taux reste le même, quelle que soit la valeur de base d'imposition ;

– **les impôts progressifs** dont le taux augmente au fur et à mesure que la valeur de base d'imposition augmente.

La progressivité contribue ainsi à une redistribution verticale des ressources. Les impôts progressifs ont un effet réducteur d'inégalités plus important que les impôts proportionnels.



3) Les politiques sociales sont-elles efficaces ?

A) Des difficultés pour atteindre les objectifs

■ Un système fiscal peu redistributif

Le système fiscal a une efficacité relativement limitée du fait de la prédominance de la TVA par rapport à des impôts plus redistributifs comme l'impôt sur le revenu.

Le seul impôt réellement progressif en France est l'impôt sur le revenu, qui représente à peine 25 % de l'ensemble des recettes fiscales de l'État en 2019. Ainsi, la fiscalité ne s'avère que peu redistributive en France.

■ L'efficacité du système social

Tout d'abord, les prestations sociales permettent la couverture du plus grand nombre contre les principaux risques sociaux.

De plus, le système de protection sociale assure davantage les fonctions de redistribution de revenus des ménages les plus aisés vers les ménages les plus pauvres.

Pour les seules prestations sociales, certaines sont plus redistributives que d'autres, comme les prestations familiales ou les allocations logement.

Globalement, on peut dire que les politiques sociales ont généré des résultats positifs :

- au niveau social : inégalités contenues, pouvoir d'achat des retraités mieux préservé par rapport aux actifs, pauvreté plus faible, employabilité garantie, soins médicaux de qualité, ... ;
- au niveau économique : les politiques sociales contribuent à la croissance car elles participent au soutien de la demande des agents *via* les transferts sociaux, à l'investissement des entreprises, etc., moteurs de croissance

■ L'offre de services publics

La réduction de la pauvreté et des inégalités économiques est également réalisée par d'autres voies que les transferts monétaires directs : selon une logique universelle, les plus pauvres comme les ménages aisés ont droit aux services gratuits d'éducation ou de santé.

Ainsi, le service public de santé et la protection universelle maladie (PUMA) sont d'importants facteurs de redistribution, même si de fortes inégalités de santé et d'accès aux soins existent du fait de la possibilité ou non de souscrire à une mutuelle complémentaire.

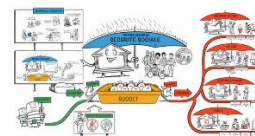
Cependant, le caractère redistributif de l'éducation publique est plus limité car le parcours éducatif des enfants de milieux favorisés (études longues, filières à taux d'encadrement et à coût annuel élevés) est en moyenne plus important que celui des enfants de milieux modestes.

B) Les difficultés de financement

Le financement des politiques sociales pose des problèmes conjoncturels et structurels illustrés par les comptes de la Sécurité Sociale (« trou de la Sécu »). On note globalement une réduction du déficit de la Sécurité sociale mais la récente crise du Covid 19 a précipité les comptes dans le rouge (41 milliards d'euros de déficit en avril 2020).

Structurellement, les postes qui pèsent le plus sur le financement de la Sécurité Sociale sont la maladie et la vieillesse. Globalement le vieillissement de la population impacte ces deux postes : la population âgée a plus de problèmes de santé, le nombre de retraités a augmenté, les générations en âge de travailler ne sont plus assez nombreuses et le chômage est important, ce qui pénalise les recettes. L'augmentation de la durée de vie, les progrès médicaux, l'augmentation de l'accès aux soins aggravent les coûts.

Le financement des politiques sociales exerce donc plus largement une pression sur l'endettement de l'État et pèse également sur le coût du travail du fait des niveaux de prélèvements obligatoires trop élevés et donc pénalise la compétitivité mondiale des entreprises.



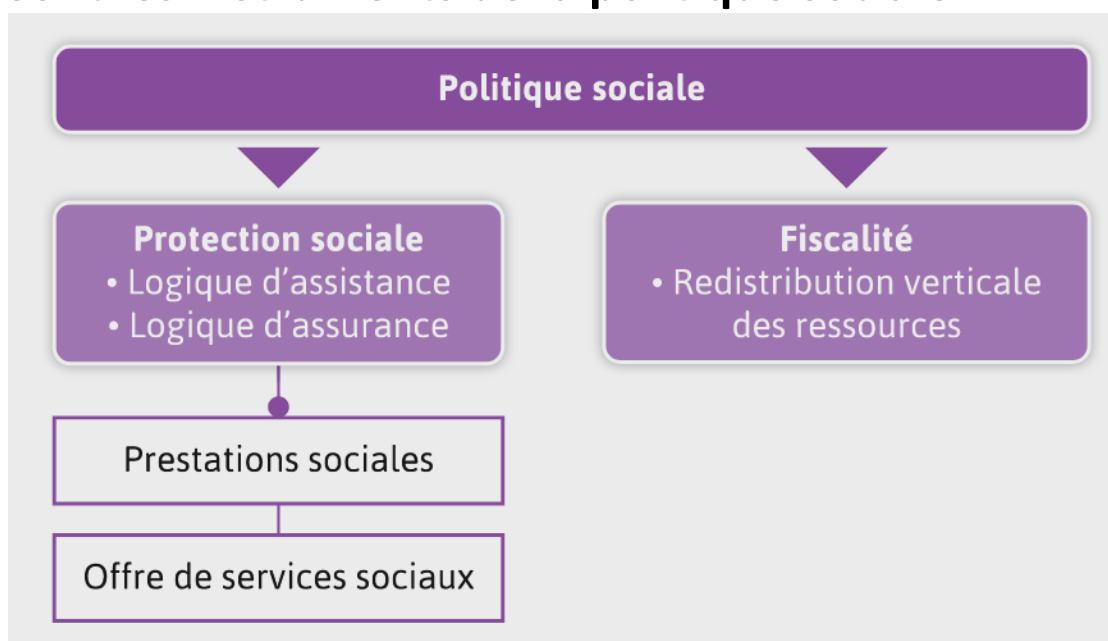
Notions du chapitre :

- | | | |
|---|------------------------|-------------------------------------|
| ▪ Inégalités sociaux-économiques | ▪ Protection sociale | ▪ Fiscalité |
| ▪ Risques sociaux | ▪ Revenus de transfert | ▪ Impôt progressif et proportionnel |
| ▪ Redistribution horizontale et verticale | | |

Le rôle, les objectifs des politiques sociales



Quels sont les instruments de la politique sociale ?



Les politiques sociales sont-elles efficaces ?

